

**EPEX SPOT**

**Rapport du commissaire aux comptes  
sur les comptes annuels**

**(Exercice clos le 31 décembre 2024)**



## **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

**(Exercice clos le 31 décembre 2024)**

A l'Assemblée générale  
**EPEX SPOT**  
5, boulevard Montmartre  
75002 Paris

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société EPEX SPOT relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

---

*PricewaterhouseCoopers Audit, SAS, 63, rue de Villiers 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex  
Téléphone: +33 (0)1 56 57 58 59, [www.pwc.fr](http://www.pwc.fr)*

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles et du Centre. Société par Actions Simplifiée au capital de 2 510 460 €. Siège social : 63 rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 672 006 483. TVA n° FR 76 672 006 483. Siret 672 006 483 00362. Code APE 6920 Z. Bureaux : Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Neuilly-Sur-Seine, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse, Montpellier.

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues ainsi que sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

### ***Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires***

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

### ***Rapport sur le gouvernement d'entreprise***

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

### ***Autres informations***

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Neuilly-sur-Seine, le 10 avril 2025

Le commissaire aux comptes  
PricewaterhouseCoopers Audit

Guillaume Paracuellos

# COMPTES SOCIAUX

Bilan Actif

		31/12/2024			31/12/2023	
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net	
Capital souscrit non appelé ( I )						
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
	Frais d'établissement					
	Frais de développement					
	Concessions brevets droits similaires	72 148 964	48 026 875	24 122 089	24 000 452	
	Fonds commercial (1)	31 181 330	12 548 430	18 632 900	19 723 392	
	Autres immobilisations incorporelles	12 924 329	215 467	12 708 862	8 249 940	
	Avances et acomptes					
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
	Terrains					
	Constructions					
	Installations techniques,mat. et outillage indus.					
	Autres immobilisations corporelles	9 240 141	8 417 996	822 145	747 421	
	Immobilisations en cours	400 878		400 878		
	Avances et acomptes					
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)					
	Participations évaluées selon mise en équival.					
	Autres participations	6 198 876		6 198 876	3 748 877	
	Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés						
Prêts	15 000 000		15 000 000	6 000 000		
Autres immobilisations financières	704 578		704 578	342 810		
TOTAL ( II )		147 799 096	69 208 768	78 590 328	62 812 891	
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS					
	Matières premières, approvisionnements					
	En-cours de production de biens					
	En-cours de production de services					
	Produits intermédiaires et finis					
	Marchandises					
	Avances et Acomptes versés sur commandes					
	CREANCES (3)					
	Créances clients et comptes rattachés	25 178 369	10 714	25 167 655	21 352 483	
	Autres créances	4 442 952		4 442 952	1 511 159	
	Capital souscrit appelé, non versé					
	Valeurs mobilières de placement					
COMPTES DE REGULARISATION	Disponibilités	3 038 160		3 038 160	15 933 630	
	Charges constatées d'avance	3 279 398		3 279 398	3 033 576	
	TOTAL ( III )		35 938 879	10 714	35 928 164	41 830 848
	Frais d'émission d'emprunt à étaler ( IV )					
Primes de remboursement des obligations ( V )						
Ecart de conversion actif ( VI )		25 996		25 996	45 924	
TOTAL ACTIF		183 763 971	69 219 482	114 544 488	104 689 663	
(1) dont droit au bail						
(2) dont immobilisations financières à moins d'un an				15 000 000	6 000 000	
(3) dont créances à plus d'un an						

Bilan Passif

		31/12/2024	31/12/2023
Capitaux Propres	Capital social ou individuel	6 167 859	6 167 859
	Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	35 320 373	35 320 373
	Ecarts de réévaluation		
	<b>RESERVES</b>		
	Réserve légale	616 786	616 786
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves		
	Report à nouveau		
	<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>36 941 219</b>	<b>32 616 662</b>
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
Total des capitaux propres		79 046 238	74 721 680
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total des autres fonds propres			
Provisions	Provisions pour risques	161 934	179 624
	Provisions pour charges		
Total des provisions		161 934	179 624
DETTES (1)	<b>DETTES FINANCIERES</b>		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 637 372	6 762 841
	Dettes fiscales et sociales	14 633 025	12 783 133
	<b>DETTES DIVERSES</b>		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	10 561 454	7 012 369
Produits constatés d'avance (1)		4 504 465	3 230 016
Total des dettes		35 336 316	29 788 359
Ecarts de conversion passif			
TOTAL PASSIF		114 544 488	104 689 663
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		36 941 219,16	32 616 661,58
(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an		35 336 316	29 788 359
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques			



Compte de Résultat1/2

				31/12/2024	31/12/2023	
		France	Exportation	12 mois	12 mois	
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises					
	Production vendue (Biens)					
	Production vendue (Services et Travaux)	5 714 088	120 573 996	126 288 084	106 550 253	
	Montant net du chiffre d'affaires	5 714 088	120 573 996	126 288 084	106 550 253	
	Production stockée					
	Production immobilisée			10 225 374	8 121 281	
	Subventions d'exploitation			72 475	258 259	
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges			91 798	43 128	
	Autres produits			135 515	63 067	
Total des produits d'exploitation (1)			136 813 245	115 035 987		
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises					
	Variation de stock					
	Achats de matières et autres approvisionnements					
	Variation de stock					
	Autres achats et charges externes				44 584 858	34 151 437
	Impôts, taxes et versements assimilés				492 657	425 066
	Salaires et traitements				21 004 781	18 185 249
	Charges sociales du personnel				9 015 614	7 996 539
	Cotisations personnelles de l'exploitant					
	Dotations aux amortissements :					
	- sur immobilisations				10 316 157	6 899 315
	- charges d'exploitation à répartir					
	Dotations aux dépréciations :					
	- sur immobilisations				40	
- sur actif circulant						
Dotations aux provisions				47 238	45 000	
Autres charges				2 004 071	1 465 131	
Total des charges d'exploitation (2)			87 465 417	69 167 736		
RESULTAT D'EXPLOITATION			49 347 828	45 868 251		

Compte de Résultat 2/2

		31/12/2024	31/12/2023
RESULTAT D'EXPLOITATION		49 347 828	45 868 251
Opéra. comm.	Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS	De participations (3)	467 225	
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3)		464 376
	Autres intérêts et produits assimilés (3)	471 810	58 603
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges	45 924	2 943
	Différences positives de change	35 052	
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		1 020 011	525 922
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	25 996	45 924
	Intérêts et charges assimilées (4)	574	
	Différences négatives de change	145 553	89 513
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières		172 123	135 437
RESULTAT FINANCIER		847 888	390 485
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		50 195 716	46 258 736
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital	1 007 807	200
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
Total des produits exceptionnels		1 007 807	200
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	13 921	4 729
	Sur opérations en capital	997 695	33
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total des charges exceptionnelles		1 011 616	4 762
RESULTAT EXCEPTIONNEL		(3 809)	(4 562)
PARTICIPATION DES SALAIRES IMPOTS SUR LES BENEFICES		1 998 939 11 251 750	1 819 932 11 817 580
TOTAL DES PRODUITS TOTAL DES CHARGES		138 841 064 101 899 845	115 562 109 82 945 447
RESULTAT DE L'EXERCICE		36 941 219	32 616 662
(1) dont produits afférents à des exercices antérieurs (2) dont charges afférentes à des exercices antérieurs (3) dont produits concernant les entreprises liées (4) dont intérêts concernant les entreprises liées		856 203	456 853

## Annexe

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2024.

Le total du bilan avant répartition s'élève à 114 544 488 euros.

Le compte de résultat de l'exercice présente un résultat de 36 941 219 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

L'exercice précédent avait une durée identique.

La société a pour principale activité celle d'opérateur des marchés spot de l'électricité européens.

---

## Faits caractéristiques de l'exercice

Aucun fait caractéristique n'est à signaler au cours de l'exercice.

---

# Principes, règles et méthodes comptables

## Conventions comptables générales

Les comptes annuels sont établis conformément aux règles et principes comptables généralement admis en France selon les dispositions du plan comptable général (Règlement ANC n°2014-03 relatif au PCG complété des règlements subséquents).

Les conventions comptables d'établissement et de présentation des comptes sociaux ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique.

Seules sont exprimées les informations significatives.

L'ensemble des notes et tableaux présentés dans cette annexe sont exprimés en euros sauf indication contraire.

## Changement de règles et méthodes comptables et comparabilités des exercices

L'élaboration des présents comptes n'a pas nécessité d'adapter et/ou de déroger aux principes généraux. Par conséquent, les exercices sont comparables sans retraitement.

## Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers nécessite l'utilisation d'estimations et d'hypothèses qui peuvent avoir une incidence sur la valeur comptable de certains éléments du bilan ou du compte de résultat, ainsi que sur les informations données dans certaines notes de l'annexe.

Ces estimations, hypothèses ou appréciations sont établies sur la base d'informations ou situations existantes à la date d'établissement des comptes, qui peuvent se révéler ultérieurement différentes de la réalité.

## Immobilisations incorporelles et corporelles

### *Valeurs brutes*

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production.

Le coût d'acquisition comprend les éléments suivants :

- Le prix d'achat ;
- Les coûts directement attribuables à l'acquisition des actifs concernés ;

# Principes, règles et méthodes comptables

Le coût de production est constitué des éléments suivants :

- Le coût des matières consommées ;
- Les charges directes de production (main d'œuvre..) ;

Les dépenses courantes de réparation et de maintenance sont enregistrées dans les charges de l'exercice au cours duquel elles sont supportées.

## *Amortissement*

L'amortissement est calculé en fonction du rythme de consommation des avantages économiques attendus de l'actif. A ce titre, le mode linéaire est généralement retenu sur les durées probables d'utilisation suivantes :

- |                                              |            |
|----------------------------------------------|------------|
| - Concessions, brevets, licence              | 1 à 4 ans  |
| - Logiciels auto produits                    | 7 ans      |
| - Installation générale et agencement divers | 5 à 10 ans |
| - Mobilier de bureau et informatique         | 3 ans      |
| - Mobilier de bureau                         | 3 ans      |

Le montant amortissable d'un actif correspond à sa valeur brute sous déduction de sa valeur résiduelle et des éventuelles dépréciations. La valeur résiduelle représente la valeur vénale de l'immobilisation à la fin de son utilisation par la société, diminuée des coûts de sortie.

## *Dépréciation*

Les immobilisations sont dépréciées lorsqu'il existe des indices de perte de valeur et que leurs valeurs nettes comptables deviennent supérieures à leurs valeurs actuelles, déterminées sur la base de la plus haute estimation entre la valeur de marché et la valeur d'usage.

Les immobilisations incorporelles non amortissables font l'objet d'un test de dépréciation annuel.

Lorsqu'une immobilisation est destinée à être vendue ou lorsqu'elle n'a plus de potentiel, elle est testée à son seul niveau. Dans les autres cas, les immobilisations corporelles et incorporelles sont regroupées pour être testées.

Pour les actifs destinés à être conservés et utilisés, la valeur actuelle est le plus souvent déterminée sur la base de la valeur d'usage, celle-ci correspondant à la valeur des avantages économiques futurs attendus de son utilisation et de sa sortie.

Lorsque la valeur actuelle du groupe d'actifs est inférieure à sa valeur nette comptable, une dépréciation est constatée. Elle est comptabilisée en priorité en réduction de la valeur comptable du fonds commercial (le cas échéant). Le résiduel est affecté aux autres actifs du groupe d'actifs.

La reprise éventuelle de la dépréciation est examinée à chaque date de clôture. Une dépréciation constatée sur un fonds commercial est en revanche définitive.

## **Frais de recherche et développement**

Les dépenses de recherche supportées en vue d'acquérir une compréhension et des connaissances scientifiques ou techniques nouvelles sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

# Principes, règles et méthodes comptables

Les activités de développement impliquent l'existence d'un plan ou d'un modèle en vue de la production de produits et procédés nouveaux ou substantiellement améliorés.

Les coûts correspondants sont comptabilisés en charges de la période au cours de laquelle ils sont engagés.

Certaines dépenses de recherche et développement de la société ouvrent droit à un crédit d'impôt. Ce dernier constitue pour l'exercice concerné un produit imputé en réduction de la charge d'impôt sur les sociétés.

## Immobilisations financières

### *Titres de participation*

Les titres de participation sont constitués des investissements durables qui permettent d'assurer le contrôle de la société émettrice ou d'y exercer une influence notable ou qui permettent d'établir avec la société émettrice des relations d'affaires.

Ces titres sont comptabilisés à leur coût d'acquisition.

La société a pris l'option de ne pas activer les frais inhérents à l'acquisition de titres de participation.

À toute autre date que leur date d'entrée, les titres de participation, cotés ou non, sont évalués à leur valeur d'utilité représentant ce que la société accepterait de décaisser pour obtenir cette participation si elle avait à l'acquérir. Les éléments suivants peuvent être pris en considération pour estimer la valeur d'utilité: rentabilité et perspectives de rentabilité, capitaux propres, perspectives de réalisation, conjoncture économique, cours de bourse s'il est disponible ainsi que les motifs d'appréciation sur lesquels repose la transaction d'origine.

Lorsque la valeur d'utilité des titres de participation est inférieure à leur valeur nette comptable, une dépréciation est constatée.

### *Autres immobilisations financières*

Les prêts, dépôts et autres immobilisations financières sont évalués à leur valeur nominale. Une dépréciation est constituée lorsque leur valeur actuelle devient inférieure à leur valeur comptable.

## Créances et dettes

Les créances et dettes ont été évaluées à leur valeur nominale.

Une dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire des créances est inférieure à la valeur comptable.

## Opérations en devises

### *Chiffre d'affaires*

# Principes, règles et méthodes comptables

Les ventes en devises sont enregistrées en chiffre d'affaires au cours du jour de la vente. L'effet de la couverture est, le cas échéant, comptabilisé dans le même compte de chiffre d'affaires.

## *Dettes, créances et disponibilités*

Les dettes, créances et disponibilités libellées en devises sont converties en fin d'exercice à leur cours de clôture.

Les différences de conversion résultant de la réévaluation des créances et dettes en devises au cours de clôture sont inscrites au bilan en "écarts de conversion actif" lorsqu'il s'agit d'une perte latente et en "écart de conversion passif" lorsqu'il s'agit d'un gain latent. Les écarts de conversion actif font l'objet d'une provision à concurrence du risque non couvert.

Les écarts de conversion résultant de la réévaluation des disponibilités sont portés au compte de résultat, sauf si les disponibilités entrent dans une relation de couverture en tant qu'élément couvert ou élément de couverture. Dans ce cas, les écarts de conversion sont inscrits au bilan et suivent les principes de la comptabilité de couverture.

Les écarts de conversion provisionnés ou réalisés des dettes et créances d'exploitation sont comptabilisés en résultat d'exploitation. Les écarts de conversion provisionnés ou réalisés des dettes et créances financières sont comptabilisés en résultat financier.

## **Provisions pour risques et charges**

Des provisions sont constituées lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation de la société à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire, contractuel ou découler des pratiques de la société.

L'estimation du montant des provisions correspond à la sortie de ressources qu'il est probable que la société devra supporter pour éteindre son obligation.

## **Engagements relatifs aux indemnités de départ à la retraite et autres avantages à long terme**

### *Engagements de retraite*

Le seul engagement de retraite supporté par la société est constitué par les indemnités de fin de carrière (IFC) du personnel, la législation prévoyant que des indemnités sont versées aux salariés au moment de leur départ à la retraite en fonction de leur ancienneté et de leur salaire à l'âge de la retraite.

La société a décidé de ne pas provisionner dans ses comptes sociaux les indemnités de fin de carrière ou pour complément de retraite de ses salariés.

Le régime d'IFC est en partie financé par le versement de primes à des compagnies d'assurance de premier plan.



# Principes, règles et méthodes comptables

## Notion de résultat courant et exceptionnel

Les éléments des activités ordinaires, même exceptionnels par leur fréquence ou leur montant, sont compris dans le résultat courant.

Seuls les éléments ne se rapportant pas aux activités ordinaires de l'entreprise sont comptabilisés dans le résultat exceptionnel.

## Divers

Les autres composantes du bilan et du compte de résultat sont évaluées et présentées selon les normes comptables généralement admises.

---

## Notes relatives à certains postes du Bilan

### Fonds commercial

La valeur brute des malis de fusion au 31 décembre 2024 totalise 31.181 milliers d'euros, montant composé :

- De malis de fusion historiques pour 10.989 milliers d'euros :

- 7.585 milliers d'euros apportés par APX lors de la fusion,
- 1.544 milliers d'euros portés par EPEX depuis la fusion de EPS AG en 2009
- 1.860 milliers d'euros de mali de fusion apporté par le transfert de l'actif net d'APX Commodities Ltd au 31 décembre 2016. Ce dernier est par ailleurs intégralement déprécié au 31 décembre 2016.

- Du mali technique engendré par la fusion en 2016 du Groupe APX au sein d'EPEX pour un montant de 15.905 milliers d'euros.

- Du mali technique engendré par la fusion au 31 décembre 2018 entre EPEX SPOT Belgium SA et EPEX SPOT SE pour un montant de 4.286 milliers d'euros.

La valeur nette comptable des malis de fusion au 31/12/2024 s'élève à 18.633 milliers d'euros.

Conformément à la transposition de la nouvelle directive comptable européenne n°2013/34/UE, la société a fait, en 2017, l'exercice d'affectation de ces malis techniques aux éléments d'actifs sous-jacents.

Pour ce faire, la société s'est appuyée sur l'exercice d'allocation du prix d'acquisition (PPA – Purchase Price allocation) d'APX réalisé par un conseil externe en 2015 pour les besoins de la consolidation du Groupe EEX. Il a résulté de ce travail les affectations suivantes dans les comptes d'EPEX SPOT :

	Valeur Brute	Durée de vie restante (ans)	Valeur résiduelle au 31.12.2023	Amortissement 2024	Valeur résiduelle au 31.12.2024	Affectation agrégat
Marque APX	470	-	-	-	-	Concession, brevets, droit similaires
Marque Belpex	96	-	-	-	-	
Carnet de commande	208	-	-	-	-	
License de Bourse	114	Indéfinie	114	-	114	
APX_Logiciel P235 REMIT	119		-	-	-	
<b>Sous-total</b>	<b>1 007</b>		<b>114</b>	<b>-</b>	<b>114</b>	
Customer relationship trading NL	12 975	10	7 605	673	6 932	Fonds de commerce
Customer relationship trading UK	2 931	8	1 577	169	1 407	
Customer relationship trading BE	5 039	11	3 057	248	2 809	
<b>Sous-total</b>	<b>20 945</b>		<b>12 240</b>	<b>1 090</b>	<b>11 149</b>	
<b>Total affecté</b>	<b>21 951</b>		<b>12 354</b>	<b>1 090</b>	<b>11 263</b>	
Goodwill APX	1 539	-	1 539	-	1 539	
Goodwill EPS AG 2009	1 544	-	1 544	-	1 544	
Goodwill APX Commodities Ltd	1 860	-	-	-	-	
Goodwill Epex Spot Belgium SA	4 286	-	4 286	-	4 286	
<b>Total non affecté</b>	<b>9 230</b>		<b>7 370</b>		<b>7 370</b>	
<b>TOTAL</b>	<b>31 181</b>		<b>19 723</b>	<b>1 090</b>	<b>18 633</b>	

## Notes relatives à certains postes du Bilan

Ainsi, la majeure partie du mali technique généré par la fusion APX et les malis historiques de la société ont été affectés aux fonds de commerce présentés ci-dessus et amortis sur une durée moyenne d'environ 20 ans.

Au 31/12/2024, aucun indice de perte de valeur n'a été relevé pour les immobilisations amorties. Les immobilisations incorporelles non amortissables pour un montant total de 7 370 milliers d'euros ont fait l'objet d'un test de dépréciation, aucun indice de perte de valeur n'a été relevé.

### Prêt

Ce poste est composé d'un prêt conclu entre Epex SPOT SE et EEX AG.

Au 31/12/2024, le montant réellement emprunté par EEX AG s'élève à 15.000 milliers d'euros.

### Renseignements de caractère général concernant le capital social

Au 31/12/2024, le capital social de la société se répartit de la manière suivante :

- EEX AG :	51 %
- HGRT SAS :	49 %

### Engagements de retraite

Les hypothèses retenues en matière d'évaluation des indemnités de fin de carrière sont les suivantes :

	Exercice	Ex. précédent
Augmentation annuelle des salaires	2 %	2,75 %
Taux d'actualisation	3,15 %	3,67 %
Taux de rotation du personnel	moyen	moyen
Age de départ à la retraite	67 ans	67 ans
Initiative du départ	Salarié	Salarié
Table de mortalité	TH et TF 00-02	TH et TF 00-02
Méthode de calcul retenue	Projected Unit Credit Cost	Projected Unit Credit Cost

Compte tenu de ces éléments, la valeur actuelle probable des engagements de retraite de la société s'élève à la clôture de l'exercice à 1 466 milliers d'euros. A la clôture de l'exercice précédent, elle était de 1 370 milliers d'euros.

Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres	102 940 295		13 314 327			116 254 623
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	102 940 295		13 314 327			116 254 623
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencet aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers	4 683 787		3 000			4 686 788
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, mobilier	3 991 259		607 796		45 702	4 553 353
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours			1 354 397		953 519	400 878
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	8 675 046		1 965 193		999 220	9 641 019
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations	3 748 877		2 449 999			6 198 876
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	6 342 810		15 361 768		6 000 000	15 704 578
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	10 091 687		17 811 767		6 000 000	21 903 454
TOTAL		121 707 029		33 091 287		6 999 220	147 799 096

Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Autres	50 751 045	9 824 260		60 575 305
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	50 751 045	9 824 260		60 575 305
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres Instal., agencement, aménagement divers	4 637 837	41 574		4 679 411
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	3 289 788	450 323	1 527	3 738 585
	Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		7 927 626	491 897	1 527	8 417 996
TOTAL		58 678 670	10 316 157	1 527	68 993 301

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires							
Dotations			Reprises			Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice	
Différentiel de durée et au	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et au	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel		
Frais d'établissement et de développement							
Autres immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOB INCORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agenct aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES							
Frais d'acquisition de titres de participation							
TOTAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE							

Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions		31/12/2024
				Utilisées	Non utilisées	
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers Provisions pour investissement Provisions pour hausse des prix Provisions pour amortissements dérogatoires Provisions fiscales implant. étranger avant 1.1.92 Provisions fiscales implant. étranger après 1.1.92 Provisions fiscales pour prêts d'installation Provisions autres					
	PROVISIONS REGLEMENTEES					
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges Pour garanties données aux clients Pour pertes sur marchés à terme Pour amendes et pénalités Pour pertes de change Pour pensions et obligations similaires Pour impôts Pour renouvellement des immobilisations Provisions pour gros entretien et grandes révisions Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer Autres	125 000    45 924     8 700	47 238    25 996     40	35 673    45 924     	9 327          	127 238    25 996     8 700
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	179 624	73 234	81 597	9 327	161 934
DEPRECIATION	Sur immobilisations {incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières  Sur stocks et en-cours Sur comptes clients Autres	215 467     10 674	     40			215 467     10 714
	DEPRECIATION	226 141	40			226 181
TOTAL GENERAL		405 766	73 274	81 597	9 327	388 116
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			47 278 25 996	35 673 45 924	9 327	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.						

Créances et Dettes

		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)	15 000 000	15 000 000	
	Autres immobilisations financières	704 578		704 578
	Clients douteux ou litigieux	10 895	10 895	
	Autres créances clients	25 167 474	25 167 474	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	34 435	34 435	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices	1 692 089	1 692 089	
	Taxes sur la valeur ajoutée	2 430 792	2 430 792	
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	281 224	281 224	
	Groupe et associés (2)			
	Débiteurs divers	4 411	4 411	
	Charges constatées d'avances	3 279 398	3 279 398	
	TOTAL DES CREANCES	48 605 296	47 900 718	704 578
(1) Prêts accordés en cours d'exercice		15 000 000		
(1) Remboursements obtenus en cours d'exercice		6 000 000		
(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles (1)				
	Autres emprunts obligataires (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à plus 1an à l'origine (1)				
	Emprunts et dettes financières divers (1) (2)				
	Fournisseurs et comptes rattachés	5 637 372	5 637 372		
	Personnel et comptes rattachés	6 466 104	6 466 104		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	2 743 689	2 743 689		
	Impôts sur les bénéfices	3 108 210	3 108 210		
	Taxes sur la valeur ajoutée	1 833 122	1 833 122		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	481 899	481 899		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés (2)				
	Autres dettes	10 561 454	10 561 454		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	4 504 465	4 504 465		
	TOTAL DES DETTES	35 336 316	35 336 316		
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice					
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice					
(2) Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

## Fonds Commercial

	31/12/2024	Observations
Achetés avec protection juridique Éléments acquis du fonds de commerce Fonds commerciaux réévalués Fonds commerciaux reçus en apport	31 181 330	RELATIF AUX ACTIVITES SPOT ALLEMANDE, HOLLANDAISE, ANGLAISE ET BELGE.
TOTAL	31 181 330	

Voir note sur les comptes de bilan.



# Produits à recevoir

	31/12/2024	31/12/2023	Variations	%
Créances rattachées à des participations				
Autres immobilisations financières				
Autres créances clients	8 075 044	9 391 867	(1 316 823)	-14,02
Autres créances	281 224	230 585	50 639	21,96
TOTAL	8 356 268	9 622 452	(1 266 184)	-13,16

# Charges constatées d'avance

	31/12/2024	31/12/2023	Variations	%
Charges constatées d'avance - Exploitation	3 279 398	3 033 576	245 822	8,10
Charges constatées d'avance - Financier				
Charges constatées d'avance - Exceptionnel				
TOTAL	3 279 398	3 033 576	245 822	8,10

Variations des Capitaux Propres

	Capitaux propres clôture 31/12/2023	Affectation du résultat N-1 <sup>1</sup>	Apports avec effet rétroactif	Variations en cours d'exercice <sup>2</sup>	Capitaux propres clôture 31/12/2024
Capital social	6 167 859				6 167 859
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	35 320 373				35 320 373
Ecarts de réévaluation					
Réserve légale	616 786				616 786
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves réglementées					
Autres réserves					
Report à nouveau					
Résultat de l'exercice	32 616 662	(32 616 662)		36 941 219	36 941 219
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	74 721 680	(32 616 662)		36 941 219	79 046 238

Date de l'assemblée générale 17/06/2024

Dividendes attribués 32 616 662

<sup>1</sup>dont dividende provenant du résultat n-1 32 616 662

Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après affectation du résultat n-1 42 105 018

Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après apports avec effet rétroactif 42 105 018

<sup>2</sup>Dont variation dues à des modifications de structure au cours de l'exercice

Variation des capitaux propres au cours de l'exercice hors opérations de structure 4 324 558

Capital social

		31/12/2024	Nombre	Val. Nominale	Montant
ACTIONS / PARTS SOCIALES	Du capital social début exercice		61 687 586,00	0,1000	6 167 858,60
	Emises pendant l'exercice			0,0000	
	Remboursées pendant l'exercice			0,0000	
	Du capital social fin d'exercice		61 687 586,00	0,1000	6 167 858,60

Voir la note "Renseignements de caractère général concernant le capital social"

# Charges à payer

	31/12/2024	31/12/2023	Variations	%
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
Emprunts et dettes financières divers				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 075 464	5 237 965	(1 162 501)	-22,19
Dettes fiscales et sociales	8 291 061	7 372 507	918 554	12,46
Dettes fournisseurs d'immobilisation				
Autres dettes	10 298 196	6 916 927	3 381 269	48,88
TOTAL	22 664 721	19 527 398	3 137 322	16,07

# Produits constatés d'avance

	31/12/2024	31/12/2023	Variations	%
Produits constatés d'avance - Exploitation	4 504 465	3 230 016	1 274 449	39,46
Produits constatés d'avance - Financier				
Produits constatés d'avance - Exceptionnel				
TOTAL	4 504 465	3 230 016	1 274 449	39,46

## Notes relatives à certains postes du Compte de Résultat

### Politique de prix de transfert

La société applique depuis 2016 une politique de prix de transfert fondée sur la méthode du profit résiduel, alloué aux quatre entités principales (française, allemande, néerlandaise et britannique). Cette politique a fait l'objet d'un aménagement en 2021 afin de s'adapter à l'évolution de la société.

La première étape consiste en une rémunération des fonctions de routine : les fonctions support en premier lieu, sur la base d'un cost plus 5% ; et les fonctions ventes en second lieu, sur la base d'un RoS plus 6%.

Ensuite, en seconde étape, le profit résiduel est alloué aux principales entités selon deux clés de répartition : le chiffre d'affaires d'une part (rémunérant ainsi la position de marché), et les départements considérés comme étant clé d'autre part (calculé d'après les coûts de ces départements).

Cette politique de prix de transfert est détaillée dans une documentation.

### Impôts sur les sociétés

La société est seule redevable de l'impôt sur les sociétés et le cas échéant des retenues à la source.

### Situation fiscale différée ou latente

La fiscalité latente et différée n'est pas traduite dans les comptes individuels de la société. Les impôts différés traduisent l'effet des différences entre les bases comptables et les bases fiscales.

Il s'agit notamment des différences temporaires constatées dans l'enregistrement des charges et des produits :

- Les impôts différés actifs traduisent des charges qui seront fiscalement déductibles ultérieurement ou des reports déficitaires qui entraîneront une diminution d'assiette fiscale.
- Les impôts différés passifs traduisent soit des anticipations de déductions fiscales, soit des produits qui seront ultérieurement taxables et qui entraîneront un accroissement de l'assiette fiscale.

Les bases d'impôt différés ou latents, relatives à la situation fiscale française, sont présentés dans le tableau « accroissements et allègements de la dette future d'impôt ».

L'impact de ces différences temporaires sur les comptes fait ressortir un montant net théorique de dette d'impôt de 122 milliers d'euros, compte tenu d'un taux d'imposition de droit commun de 25 %.

# Ventilation du chiffre d'affaires

	France	Export	Total
Ventes de marchandises			
Production vendue de biens			
Production vendue de travaux			
Production vendue de services	5 714 088	120 573 996	126 288 084
TOTAL	5 714 088	120 573 996	126 288 084



Produits et Charges exceptionnels

		31/12/2024
Total des produits exceptionnels		1 007 807
Produits exceptionnels sur opérations en capital		1 007 807
PRODUITS CES.IMM.CORPOREL	1 007 806	
GAINS ON SALES OF FINANCIAL AS	1	
Total des charges exceptionnelles		1 011 616
Charges exceptionnelles sur opération de gestion		13 921
PENALITES/AMENDE	115	
PENALITES FISCALES	13 806	
Charges exceptionnelles sur opération en capital		997 695
VAL.COMPTA.IMMOB.CORP.CED	997 694	
BOOK VALUE FINANCIAL ASSETS	1	
Résultat exceptionnel		(3 809)

## Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

	31/12/2024	Résultat avant impôts	Impôts (1)	Résultat après IS
RESULTAT COURANT		50 195 716	11 704 233	38 491 483
RESULTAT EXCEPTIONNEL ( et participation )		(2 002 748)	(452 484)	(1 550 264)
<b>RESULTAT COMPTABLE</b>		<b>48 192 969</b>	<b>11 251 750</b>	<b>36 941 219</b>

(1) après retraitements fiscaux.

Résultat Etablissements Stables avant impôt :	22 657 074 €
Impôts correspondant :	6 686 220 €
<b>Résultat net Etablissements Stables après impôts :</b>	<b>15 970 855 €</b>
Résultat siège France avant impôt :	25 535 894 €
Impôts correspondant :	4 565 530 €
<b>Résultat net siège France :</b>	<b>20 970 364 €</b>

# Accroissements et allègements de la dette future d'impôt

		31/12/2024
ACCROISSEMENTS	Provisions réglementées	
	Autres	
	PLUS VALUE EN SURSIS D'IMPOSITION	2 543 000
ACCROISSEMENTS DE LA DETTE FUTURE D'IMPOT		2 543 000
ALLEGEMENTS	Provisions non déductibles l'année de comptabilisation	
	EFFORT CONSTRUCTION	57 361
	ORGANIC	
	PARTICIPATION LEGALE	1 998 939
	Autres	
ALLEGEMENTS DE LA DETTE FUTURE D'IMPOT		2 056 300

## Autres informations

### Exemptions de comptes consolidés

Des comptes consolidés ne sont pas établis dans la mesure où la société est elle-même sous le contrôle d'EUROPEAN ENERGY EXCHANGE AG qui l'inclut dans ses comptes consolidés qui elle-même est consolidé par le Groupe Deutsche Börse AG.

La société mère consolidante est domiciliée Augustusplatz 9, 04109 Leipzig Allemagne.

### Rémunération des dirigeants

Ainsi que le permettent les articles L.225-83 du Code du Commerce et 18 des statuts de la société, l'Assemblée Générale et le Conseil de Surveillance ont décidé de l'attribution de jetons de présence pour l'année 2024. En complément de ces jetons de présence, les frais de voyage et de représentation pourront faire l'objet de remboursement sur justification.

### Liste des transactions effectuées avec des parties liées

Les transactions avec les parties liées ont été conclues à des conditions normales de marché.

### Informations financières relatives aux établissements stables à l'étranger

La société dispose des établissements stables suivants :

- Allemagne
- Pays-Bas
- Royaume-Uni

Les comptes relatifs à ces établissements secondaires sont intégrés aux comptes de l'entreprise.

### Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant des honoraires figurant aux comptes de résultat de l'exercice s'élève à 179 milliers d'euros relatif à la certification des comptes de la société.

### Investigation de la Commission Européenne

En date du 30 Mars 2021, la Commission Européenne a annoncé l'ouverture d'une procédure d'investigation sur des comportements concurrentiels de la société EPEX SPOT sur les marchés intraday en Europe de l'Ouest et Centrale (Allemagne, Autriche, Belgique, Luxembourg, France et Pays-Bas).

En date du 25 Juillet 2024, la Commission Européenne a officiellement clôturé cette procédure d'investigation, faisant suite au retrait de plainte opéré par le plaignant au cours du mois de Juin 2024.

## Autres informations

### Contrôle fiscal

La société a été notifiée par l'Administration Fiscale Allemande de l'ouverture d'un contrôle fiscal portant sur l'impôt sur les sociétés et la taxe professionnelle dus par son établissement Allemand au titre des exercices 2017, 2018 et 2019. Ce contrôle s'est terminé début 2024, sans aucune proposition de rectification.

---

## Effectif moyen

		31/12/2024	Interne	Externe
EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE	Cadres & professions intellectuelles supérieures		143	
	Professions intermédiaires			
	Employés		1	
	Ouvriers			
	TOTAL		144	

Le tableau ci-dessus ne concerne que le siège Français de la Société.

L'effectif moyen des établissements permanents à l'étranger se répartit comme suit :

- Allemagne : 9
- Royaume-Uni : 5
- Pays-Bas : 58



## Evénements significatifs postérieurs à la clôture

Aucun événement postérieur à la clôture n'est à mentionner au titre des états financiers clos au 31 décembre 2024.